

Par décret Présidentiel n° 2019-99 du 27 mai 2019.

Est mis fin aux fonctions de Monsieur Nabil Bezouich, conseiller principal auprès du Président de la République chargé des affaires économiques, et ce, à compter du 1^{er} juin 2019.

Par décret Présidentiel n° 2019-100 du 27 mai 2019.

Est mis fin aux fonctions de Monsieur Seif Eddine Chaalali, conseiller auprès du Président de la République chargé de la communication digitale et des relations publiques, et ce, à compter du 1^{er} juin 2019.

Par décret Présidentiel n° 2019-101 du 27 mai 2019.

Est mis fin aux fonctions de Monsieur Moez Hrizi, attaché à la Présidence de la République chargé du suivi médiatique et de la planification de la communication, et ce, à compter du 1^{er} juin 2019.

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

Décret gouvernemental n° 2019-457 du 31 mai 2019, modifiant et complétant le décret gouvernemental n° 2019-419 du 17 mai 2019, fixant les procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme et de la prolifération d'armes de destruction massive.

Le chef du gouvernement,

Vu la constitution,

Vu la loi organique n° 2015-26, du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019, et notamment ses articles 68, 103, 104 et 105,

Vu le décret gouvernemental n° 2015-1777 du 25 novembre 2015, portant organisation de la commission nationale de lutte contre le terrorisme et ses modalités de fonctionnement,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-247 du 25 novembre 2017, portant nomination de deux membres du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2018-69 du 30 juillet 2018, portant nomination d'un membre du gouvernement.

Vu le décret Présidentiel n° 2018-125 du 14 novembre 2018, portant nomination de membres du gouvernement.

Vu le décret gouvernemental n° 2019-419 du 17 mai 2019, fixant les procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme et de la prolifération d'armes de destruction massive.

Vu l'avis de la commission nationale de lutte contre le terrorisme,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Sont abrogées la définition de « la liste nationale » de l'article 2, et les dispositions du paragraphe « d » de l'article 7 du décret gouvernemental n° 2019-419 du 17 mai 2019, susvisé et remplacées comme suit :

Article 2 (la liste nationale) :

La liste établie par la commission nationale de lutte contre le terrorisme en vertu de l'article 5 du présent décret gouvernemental.

Article 7 paragraphe « d » nouveau :

Statuer sur les demandes parvenues conformément aux dispositions des paragraphes a et b du présent article, d'une manière unilatérale et sans préavis préalable de la personne ou l'entité visée. L'inscription sur la liste onusienne et la liste nationale est permise en l'absence de poursuites pénales, procès ou condamnation.

Art. 2 - Est ajoutée l'expression « sans avis préalable » après l'expression « les chargés d'exécution seront tenus » prévue à l'article 8 du décret gouvernemental n° 2019-419 du 17 mai 2019 susvisé.

Art. 3 - Les ministres concernés, le gouverneur de la banque centrale de Tunisie et le président de la commission nationale de lutte contre le terrorisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 mai 2019.

Le Chef du Gouvernement
Youssef Chahed

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret Présidentiel n° 2019-98 du 27 mai 2019.

Monsieur Zied Chtourou, professeur de l'enseignement supérieur militaire, est nommé directeur général du centre des recherches militaires, et ce à compter du 1^{er} juin 2019.

**MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES**

Décret gouvernemental n° 2019-458 du 28 mai 2019, portant conclusion d'un accord de coopération dans le domaine de la défense entre le gouvernement la République Tunisienne et le gouvernement de la République de Serbie.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

Vu la constitution et notamment son article 92,

Vu la loi n° 2016-29 du 5 avril 2016, relative au régime de ratification des traités, notamment son article 4,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2018-125 du 14 novembre 2018 portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le gouvernement la République Tunisienne et le gouvernement de la République de Serbie, signé à Tunis le 16 mai 2017.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Est conclu, l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le gouvernement la République Tunisienne et le gouvernement de la République de Serbie, annexé au présent décret gouvernemental, signé à Tunis le 16 mai 2017.

Art. 2 - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 mai 2019.

Le Chef du Gouvernement
Youssef Chahed

Pour Contreseing
Le ministre des affaires
étrangères
Khemaies Jhinaoui

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du ministre des finances du 28 mai 2019, portant création d'une recette municipale au gouvernorat de Kasserine et de deux recettes des établissements publics aux gouvernorats de Gafsa et Tataouine.

Le ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code de la comptabilité publique promulgué par la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, dont le dernier en date la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017,

Vu le décret n° 72-199 du 31 mars 1972, fixant le régime d'occupation de logement par les personnels civils de l'Etat, tel qu'il a été complété par le décret n° 73-135 du 30 mars 1973,

Vu le décret n° 2006-2460 du 5 septembre 2006, relatif aux indemnités de gestion comptable, d'erreurs de caisse et de responsabilité, servies aux comptables publics, aux caissiers et aux régisseurs de recettes et régisseurs d'avances,

Vu le décret n° 2013-1219 du 22 janvier 2013, portant organisation des postes comptables publics relevant du ministère des finances,

Vu le décret présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,